

api

waterman

interview
d'une
militante
CGT



quest INFORMATION

n° 183 / 25 AVRIL

2F

ET PAR DESSOUS
L' MARCHER
ON EST SOUS-PAYÉS



PETITS BRINS GROS PROFITS

BOYCOTTONS
LE MUQUET!



Sommaire

JUSTICE

pages 2-3 : Les petites sourirs du Palais.

OUVRIERS

pages 3-4-5 : Waterman : interview d'une militante CGT.

pages 5-6 : A propos de Waterman.

page 6 : ACB : les intérimaires dans la lutte.

pages 7-8 : Les ACB en lutte : dire non au Plan Barre dès aujourd'hui.

page 9 : Forge de Basse-Indre : la lutte continue.

SOLDATS

page 10 : 1er mai : les soldats dans la rue.

PRESSE

pages 10-11 : "Bonnets Rouges" N° 1 vient de paraître.

PAYSANS

pages 11-12 : Les Paysans travailleurs et les élections M.S.A.

page 12 : Saint-Lumine de Clisson : un marchand de bestiaux trop bavard.

pages 13-14 : Le muguet, une jolie fleur... et des "peaux de vaches".

INTERNATIONAL

page 15 : Un train pour le Vietnam.

MARINE

page 15 : Lettre ouverte à Alain Colas.

CULTURE

page 17 : Semaine du cinéma allemand.

A.P.L. SAINT NAZAIRE

page 17 : Judic en grève. Pourquoi laisser tomber les bonnes idées.

pages 17-18 : La presqu'île menacée.

NUCLEAIRE

pages 19-20-21-22 : Nucléaire et société.

Calendrier

Jusqu'au JEUDI 28 AVRIL : exposition "le nucléaire" à la MJEP de Saint Nazaire.

JEUDI 28 AVRIL : MJC Paimboeuf : film débat sur la contraception et accidents de grossesse.

SAMEDI 30 AVRIL : 21 H, MJEP de Saint-Nazaire : Maripaul et Richard Payonne.

DU 27 AVRIL AU 3 MAI : Semaine du cinéma allemand au Katorza (voir page 17).

LE 6 MAI : Cinéma Atlantic : spectacle pour la Bond à 20 H 30 (voir page 22)

DU 27 AVRIL AU 17 MAI : Tous les soirs à 20 H 30 au cinéma Concorde : "Comment Yukong déplaça les montagnes" (voir page 12)..

LE 17 MAI : Cinéclub de Blain : "Fous à délier"

LES PETITES SOURIS DU PALAIS

Sauvegarde de la famille et du travail

Il y a un mois, quatre personnes étaient condamnées à de lourdes peines de prison (4 et 3 ans) pour usage de drogue et trafic "supposé".

Dans le cadre de la même affaire, une jeune fille de 20 ans, L. V. se présentait devant le tribunal de grande instance de Nantes, à l'audience du 18 avril, sous la seule inculpation "d'usage" de drogue et d'infraction à la législation sur les stupéfiants.

LE PRESIDENT

D'après les renseignements vous êtes célibataire et connue pour une moralité douteuse (L. V. vivait en communauté).
Il est dit dans ces renseignements que vous n'arriverez pas à vous intégrer à la société... Vous ne faites rien, comme tout un milieu où les gens vivent on ne sait trop comment. !

LES FAITS

"Lors d'une perquisition, effectuée par la brigade des mœurs et la brigade des stupéfiants au domicile de L. V. on a découvert 360 grammes de haschich et 15 grammes de Brown sugar".

LE PRESIDENT

Vous êtes une paresseuse.
Plutôt que d'apprendre un métier vous vous droguez !
Pourquoi vous droguez vous ?

L. V.

Ca procure un bien-être...

LE PRESIDENT (haussant les épaules)

Que faites-vous maintenant ?

L. V.

Rien.

LE PRESIDENT

Des inutiles de la Société ; voilà ce que vous êtes.
Et on va leur donner la sécurité sociale et tout... Malades va !... Mais malades parce qu'ils le veulent bien.
Moi, j'estime que c'est pas de la maladie.. enfin ! Comme vous ne faites rien, vous devez forcément voler ou vous faire entretenir.

LE PROCUREUR

Vous droguez vous encore, à l'heure actuelle ?

L. V.

Non.

LE PRESIDENT

Vous voyez, c'est pas difficile. Il suffit d'un peu de volonté... Pour travailler aussi, il faut de la volonté et c'est comme à l'école, les premiers ont plus de volonté et travaillent plus que les derniers... En classe vous aviez des 1/20. Et puis, voyez les renseignements : elle est partie après son B.E.P.C. avec un arabe...non, un algérien ! Avec la loi, quand on a 18 ans, on peut faire n'importe quelle bêtise. Les parents n'ont pas assez d'autorité... et la loi n'est pas faite pour leur en conner beaucoup.

L'assesseur se penche vers le président et lui chuchote quelques mots à l'oreille.

LE PRESIDENT (haussant la voix)

Mariée ? Mais non. Elle porte une alliance mais c'est pour faire bien. Dans ce milieu...

Ce qui est formidable, c'est que vous ne connaissez jamais, le nom ni le prénom de vos fournisseurs. Vous prétendez avoir acheté la drogue sur les marches du théâtre Graslin. Vous mentez ! Je passe tous les jours devant le théâtre et jamais on ne m'a proposé de drogue...

.../...

LE PROCUREUR

Je demande une peine qui ne soit pas inférieure à 10 mois, mais assortie du sursis tenant compte du fait que c'est la première fois que la prévenue comparait devant ce tribunal.

L'AVOCAT

D'après l'article L 228, 1 du Code de la Santé Publique, le prévenu qui aura subi entre son inculpation et son jugement une cure de désintoxication sera relaxé.

LE PROCUREUR

C'est faux. Vous interprétez le t texte. Dans une affaire semblable le tribunal avait quand même prononcé une forte condamnation.

LE PRESIDENT

Affaire mise en délibéré...

Une fois de plus la justice se trompe de cible.

En pleine campagne officielle contre la drogue, la répression s'abat féroce-ment sur les petits "usagers".

La FEN et autres récupérateurs organisent conférences et débats sur les dangers de la drogue, mélangeant joyeu- sement drogues dures et drogues douces, dealers à la petite semaine et trafiquants internationaux.

Alors que les truands stockent et écoulent au grand jour, après manipula- tion, de grosses quantités de drogue en toute impunité, le "consommateur" fait les frais de la répression...

On parle de drogue aliénante et pour récupérer le "coupable" (quand il ne passe pas 2 ans ou plus en taule) on propo- se sa réintégration dans le milieu fami- lial ou le travail. Où est l'aliénation ?

- OUVRIERS -

WATERMAN

interview
d'une militante
CGT

A. P. L./ Tu travailles à Waterman; peux-tu nous décrire un peu la boîte, les conditions de travail ?

R/ Waterman, c'est 312 O S femmes, 20 ou 30 professionnels hommes et 90 cadres.

Pour l'image de marque, Waterman; c'est le prestige dans le stylo. Les coffrets pour Hassan II du Maroc, les stylos en argent massif.

C'est aussi Francine Gomez, la P.D.G. qui est au C.N.P.F. - qui fait des interview partout et qui se veut sociale.

Il y a une crèche à'entre- prise, avec 25 places (312 femmes !).

Les femmes enceintes ont le droit de sortir 5 minutes avant les autres. Il y a aussi une cantine.

Elle a dit récemment que tout allait bien, que personne chez elle n'était payé moins de 2 000 F.

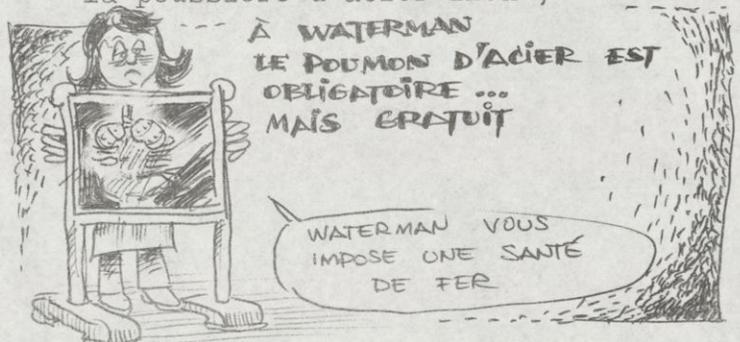
En fait, la réalité est

différente.

Le salaire brut de basé de l'OS varie entre 1 820 et 1 900 F. ; en plus, il y a le bonni maximum 13 %; ça fait 200 par mois de plus.

Le boulot, c'est vraiment un boulot d'OS chiant, lancinant, répé- titif, monotone etc..; les femmes sont au rendement, les hommes non.

Il y a des postes où le boulot est dégueulasse : au polissage, il y a de l'eau et de la boue partout, à d'autres postes, tu respires de la poussière d'acier inox ;



au laquage des stylos, tu respires des produits toxiques qui attaquent

les globules blancs.

Tout le monde le sait mais quand une fille fait de l'anémie, ce n'est jamais compté comme maladie professionnelle.

APL / La grève, ça a démarré comment ?

R /

D'abord, 15 jours avant, le polissage est parti en grève à 10 H15 tout de suite, discussion avec le chef du personnel pendant 3 heures sur les classifications. Au bout de 3 heures, on avait la promesse que les postes seraient revus et qu'on aurait une réponse le 18 avril.

Ensuite, le vendredi, l'entretien est parti sur des problèmes de primes.

Le lundi, l'outillage a suivi ; le mardi, c'est les encres et la chaîne qui sont partis en grève.

APL / Tu viens de parler de primes, c'était en cours de négociation ?

Non, pas du tout. C'est vraiment un ras-le-bol qui a fait partir les gens à l'action.

Les primes, c'est ce qui a déclenché.

La direction a distribué des primes à la tête du client, aux fail-lots, surtout aux professionnels, alors, les gens se sont dit :

" il faut revoir les classifica-tions de tout le monde".

Les revendications n'étaient pas énormes, les filles classées en groupe 3 voulaient être en groupe 4 ce qui leur ferait 38 F; par mois d'augmentation.

Les mecs demandaient 86 F. d'aug-mentation par mois

Mais, ça n'a pas été vraiment bien discuté par tout le monde.

L'entretien, l'outillage, les encres, la chaîne, ça fait 100 per-sonnes.

Le syndicat a pris le train en marche mais on a rien fait vraiment pour que toute l'usine se mette en grève et gagne.

Il n'y a pas réellement une revendication qui unifie tout le personnel.

Nous, on a débrayé en tout 1 H 30 pour information, le reste du temps, il faut courrir après les délégués

pour avoir l'information.

Il y a eu un tract au début, et après simplement une petite affiche-té au tableau d'information soit-di-sant qu'on n'a pas d'argent !!

APL / Comment les syndicats ont-ils conduit la grève ?

R / A Waterman, c'est la CGT qui est très majoritaire, et il y a aussi la CFDT.

Ce qu'on fait les délégués surtout, les négociations avec la direction, les entrevues avec la mu-nicipalité (qui nous soutient) et les communiqués dans la presse.

Il y a eu une manif dans la ZIL. Mais les délégués ont refusé d'étendre l'action à toute la boîte ; ils n'ont pas cherché de revendication unifiante.

Dans mon atelier, on était pas mal à vouloir partir en soutien des autres.

Ce qu'on dit les délégués, c'est que pour soutenir, il suffisait de ne pas faire le travail des grévistes, c'est un peu léger.

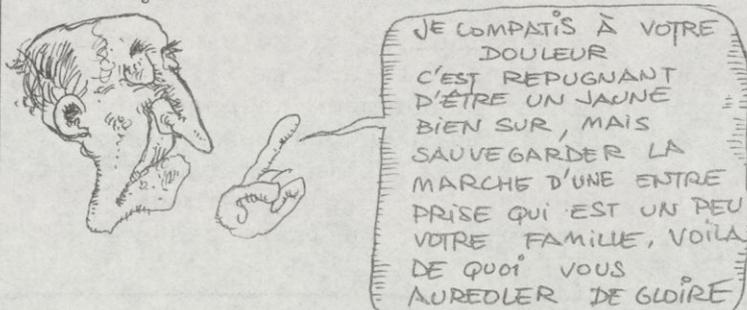
Maintenant, la plupart, on se sent culpabilisées de ne pas être parties en bagarre - c'est pas la joie.

APL / OU EN EST LA LUTTE ACTUELLEMENT ?

R / Le 15, la direction a durci les positions : si le travail ne reprend pas, elle menace les grévistes de les exclure de la boîte ; ça vou-lait dire : plus de cantine, plus de transport, plus de crèche, plus le droit de rentrer dans l'usine.

Les 27 stagiaires (qui n'étaient pas en grève et dont les contrats se terminaient le vendredi) ont été mises à la porte.

Le vendredi, on a eu droit à un spitch du chef du personnel : menace de chômage technique. Il était très ennuyé le brave homme.



Il nous a demandé de faire les jaunes tout en disant bien qu'il ne voulait pas faire de nous des briseurs de grève, que pour nous, ça devait poser un problème de conscience et... pendant 10 minutes, par groupe de 20 filles, ça n'a pas marché.

Le lundi, on a vu tous les chefs se mettre à la chaîne ; c'était marrant.

Réflexion d'un cadre : "et dire que si les femmes de ménage se mettent en grève, on nous fera balayer les chiottes".

On a eu la réponse pour le polissage ; c'est pire qu'avant parce que ça nous divise plus : il va y avoir 3 groupes dans l'atelier et sur le plan du salaire ça représente 39 F. par mois pour 6 filles.

Toujours le lundi, il y a eu un vote à bulletin secret.

51 pour poursuivre, sur 63 votants. Mais le syndicat ne se donne aucun moyen concret pour se bagarrer..

Les encres ont repris avec satisfaction : 38 F./mois sauf pour 4 postes.

Mardi, la chaîne a repris avec, rien, sinon une pause de 10 mn par demi-journée, mais elle la prenait déjà.

Les O.P. continuent pour l'instant, mais je crois qu'ils n'auront rien.

APL / Le climat dans la Boite, c'est comment ?

R / C'est pas du tout l'abattement. On sent bien que cette grève pourrait mais on a le sentiment (c'est vraiment répandu) qu'on s'y est très mal pris.

Il y a toute une gauche ouvrière dans la boîte qui se renforce de jour en jour.

3 semaines de grève sans presque de soutien, il faut le faire !

C'est quand même une sacrée combativité. Mais ce qui est dommage, c'est que l'unité, l'information ça n'a pas marché alors que plein de grévistes auraient pu faire des affiches.

APL / Mais tu dis que les syndicats n'ont pas voulu aller à l'offensive ; est-ce que tu penses que c'est lié à l'attitude des partis de l'Union de la Gauche qui attendent 78 et les législatives ?

R / Non, c'est plus compliqué, c'est surtout les délégués qui ne font pas du bon boulot.

Le PC a distribué 2 tracts où il propose de s'inscrire au parti. Mais les filles du PC à Waterman, elles critiquent la CGT comme nous en disant qu'il fallait tous partir en bagarre.

On a conscience que c'est notre syndicat qui a déconné.

Avec d'autres délégués, on aurait sûrement mieux fait. La CFDT a suivi la CGT tout le temps. Le comité d'entreprise par exemple : il y a plein de syndiqués qui le critiquent en disant que c'est simplement une boutique qui vend des bonbons, des chaussettes, des pulls.

C'est l'orientation qui est mauvaise. Mais on sent que ça ne peut pas continuer comme ça ; je crois que c'est une idée très répandue, ce n'est pas normal qu'on arrive à gagner vraiment quelque chose

Enquête APL

A PROPOS de WATERMAN

Avec 66 600 000 de chiffres d'affaires en 72, 70 000 000 F. en 73, 86 000 000 F. en 75, c'est une entreprise prospère.

L'entreprise a toujours été dirigée par des femmes, qui, sur trois générations, ont successivement racheté Waterman France, puis Waterman Grande Bretagne, puis Watermann U.S.A.

L'actuelle PDT, Francine Gomez, née Le Foyer, vit à Nantes. Son mari, Alain Gomez, ancien parachutiste, ancien chauffeur de l'OAS Lagailarde, est aussi l'un des fondateurs du CERES, courant de gauche du parti Socialiste, où il milite toujours. actuellement.



Il est PDG de Saint Gobain emballages (8 000 ouvriers).

Petites citations de Francine Gomez :

- à propos de sa directrice financière : "Elle est rentrée dans mon usine encéinte de 4 mois et elle est restée jusqu'à la veille de son accouchement.

Bien sûr ce n'est pas légal, mais c'est grâce à cela qu'elle peut espérer de la promotion.

Elle n'est pas du genre : "moi j'ai le droit de mettre les pattes en l'air deux heures par jour" (...)

"L'absentéisme chez les femmes est quelque chose de très grave".

Extrait de "Les patrons" 1977 Seuil
HARRIS et SEOUY.

- A propos de ses filles :

"Si mes filles se prolétarisent - ce qui est probablement le cas pour l'une des deux - très bien !

Qu'est ce que vous voulez que j'y fasse. Je ne suis pas venue au monde pour faire des petits Einstein...

Elle a des fréquentations... je n'ai pas du tout envie de rencontrer les hommes de sa vie!

Question du journaliste : A quoi attribuez-vous cette apathie chez les jeunes bourgeois ?

"Je ne sais pas. La fin d'une civilisation, la facilité.

Collez-vous une petite guerre là-dedans, vous verrez si tout le monde ne va pas retrouver... la joie de vivre.

La joie de vivre, oui ! C'est vrai ! Créez un grave problème national grâce auquel les gens se retrouvent".
(authentique)

A.C.B. : Les interimaire dans la lutte

Chaque fois que les travailleurs des ACB entrent en lutte, se pose le problème de la place des intérimaires.

- les intérimaires sont utilisés par le patron comme une anti-grève : sans droits, sans statut, ils ne bénéficient pas des avantages que nous obtenons par notre action et peuvent être licenciés à tout moment.

- depuis longtemps, beaucoup de travailleurs réclament la participation des intérimaires aux mouvements et dénoncent le rôle de "bri-seurs de grèves" que la direction leur fait jouer.

- Ce rôle, ils n'en sont pas responsables pas plus que de leur situation d'intérimaire ; pour la plupart, le choix est entre l'intérim et le chômage.

- C'est pourquoi les organisations syndicales CFTD et CGT qui réclament l'embauche systématique des intérimaires ont appelé ceux-ci à participer aux récents débrayages.

- Aujourd'hui, parce qu'il a répondu à cet appel, parce qu'il a fait preuve de solidarité avec les travailleurs des ACB, un intérimaire est licencié.

- La maîtrise invoque un grossier prétexte, le mauvais calcul de la charge de travail brusquement découvert (deux jours auparavant, un autre intérimaire a été embauché !).

- La réaction des travailleurs de CHC ne s'est pas fait attendre : unanimes, ils ont refusé le licenciement de notre camarade !

- Cette mobilisation est un succès, même si elle n'a pas permis le maintien à son poste de notre camarade ; la direction a dû s'engager à la réembaucher en priorité.

C'est un premier pas dans la lutte unitaire contre les marchands d'hommes.

NON A LA REPRESSION ANTI-GREVE !
SOLIDARITE AVEC LES INTERIMAIRES QUI
SE RANGENT A NOS COTES !

Les organisations CGT et CGDT des
ACB.

LES A.C.B.

EN LUTTE

DIRE

NON AU PLAN BARRE

DÈS AUJOURD'HUI

-L'ACTION-

Elle est organisée par la section CFDT et le syndicat CGT des ACB.

La mobilisation monte très vite ! débrayages, meetings rassemblant l'ensemble des travailleurs, mais aussi débrayages sur le tas, dans chaque atelier, car c'est là que naît vraiment la discussion, la démocratie vivante.

Au départ, la grande préoccupation des travailleurs, c'est "l'accord d'entreprise" ; beaucoup croient encore que cette année comme les autres il est possible d'obtenir la négociation d'un accord.

Mais les syndicats (l'unité syndicale est relativement bonne aux ACB pendant ce conflit, et c'est un des éléments importants dans la mobilisation) mettent l'accent sur le fait que le blocage est un blocage à l'échelle du patronnat et du gouvernement, à l'échelle du plan Barre, et que la lutte des ACB doit déboucher sur une coordination avec d'autres entreprises, sur un élargissement.

C'est pourquoi des initiatives "spectaculaires" sont proposées :

Blocage du Pont Anne de Bretagne, avec un meeting massif le 13.

Participation à l'appel de la CFDT à "l'inauguration" de la Foire Expo à la Beaujoire, avec Dubigeon, et des délégués de Brissoneau, Creusot-Loire, et d'autres boîtes.

Avec un souci : faire connaître partout que les ACB sont en lutte sur leurs revendications, sans pourtant s'engager dans une épreuve de force brutale et forcément limitée dans le temps, alors que pour élargir le mouvement, ce qu'il faut, c'est tenir le coup.

Les A.C.B., c'est une entreprise dont les origines remontent aux sources de la métallurgie nantaise, et qui est issue de la fusion de 2 chantiers navals, la Loire et la Bretagne.

Aujourd'hui, les ACB ne construisent plus de bateaux ; c'est le voisin DUBIGEON qui s'en charge (jusqu'à quand ?)

En fait, les 1 800 travailleurs des A.C.B. (qui appartient au groupe Alsthom-Atlantique) produisent aujourd'hui des presses hydrauliques, des compresseurs, des réducteurs marins, des morceaux de centrales nucléaires, etc... Une activité très diversifiée dans le domaine de la chaudronnerie et de la mécanique lourde.

Ces dernières années, la détermination des travailleurs avait permis d'obtenir, par des accords d'entreprise, un certain nombre d'avantages, en particulier une indexation des salaires prenant en compte les indices des syndicats.

Cette année, l'application du plan BARRE par une nouvelle direction par le trust Alsthom a mis brutalement les ouvriers des ACB devant leurs responsabilités :

- Pas d'accord d'entreprise cette année,
- Remise en cause des avantages acquis.

Et c'est le refus de cette politique d'austérité (la direction refusant de négocier, accordant 1,5 % d'augmentation au 1/04, et fixant un rendez-vous au mois de juin) qui est la motivation profonde du mouvement.

D'autant plus que les ACB sont à l'heure actuelle épargnés par la crise qui frappe toute la métallurgie nantaise, et qu'il n'est pas question ni de licenciements ni de réductions d'horaire.



Le Problème des mensuels et le chantage de la Direction

Les ACB ont un gros bureau d'études dont beaucoup de "mensuels" (800 sur 1 800) ; dessinateurs et techniciens traditionnellement moins engagés dans les mouvements, même si une minorité d'entre eux est très combattive.

Ceux-ci viennent d'aménager dans des superbes bureaux tout neufs, "cadeau" d'Alsthom-Atlantique. Ces bureaux sont l'orgueil de la direction et exaspèrent les ouvriers, qui n'ont droit qu'aux ateliers vétustes et mal entretenus qui sont la tradition aux A.C.B.

Une première "visite" - sans casse aucune - des bureaux par les ouvriers avait déjà exaspéré la Direction il y a quelques semaines.

Devant la relativement faible participation des "mensuels" au débrayage, des actions de "blocage des portes" par des piquets de grève massifs sont organisés le jeudi 7 et le vendredi 8, avec succès ; et l'on voit certains irréductibles parmi les cadres attendre stoïquement dehors, parfois sous les quolibets jusqu'à l'heure de la débauche !

La journée du 8 se termine par une tournée générale des ateliers de mécanique, où les quelques chefs ^{ou} jaunes présents, passent un quart d'heure désagréable.

- Riposte de la Direction -

La semaine suivante, la direction riposte : le mardi 12, les organisations syndicales apprennent qu'elle a décidé de "prendre des otages" - pas des délégués - mais le personnel qui bloquerait les portes, en faisant jouer le rôle de flics par certains cadres ; ceux-ci se placent aux portes et dénoncent chacun quatre membres du piquet de grève avec sanction à la clé.

La menace était sérieuse, les syndicats ont reculé, renonçant au moins provisoirement au blocage prévu ; si la menace avait été mise à exécution (une

vingtaine de licenciements) la mobilisation aurait sans doute été massive, mais l'objectif serait devenu la réintégration et non plus les revendications.

Ce recul a été mal accepté par beaucoup, et a provoqué un début de démobilisation.

Même s'il était justifié, il aurait dû être immédiatement suivi d'une riposte sur un autre terrain.

La manifestation des métallos du jeudi 14, médiocre, à laquelle la participation des ACB a été forte, n'a pas permis d'empêcher un certain découragement.

- La Lutte prend un nouvel élan.

Il a fallu attendre alors que les débrayages se poursuivaient, la manifestation du mardi 19 avec Dubigeon, sur le "Pont des Martyrs espagnols"*(Duchesse Anne) accompagnée d'une séance de peinture, pour qu'un nouvel élan soit donné à la lutte.

Aujourd'hui la combativité des travailleurs des ACB repose sur des bases plus solides qu'au début :

Les débrayages sur le tas sont l'occasion de débats incessants, où la signification politique de la lutte apparaît : riposter au plan Barre sans attendre 78, utiliser la lutte des ACB comme levier, comme étincelle, pour développer une lutte d'ensemble ; ce sont des idées qui ont fait leur chemin.

C'est pourquoi, alors qu'aucune négociation avec la direction n'est en vue, aux ACB, la lutte continue.

Correspondant ACB

* Au moment de l'inauguration du Pont de la Duchesse Anne, FRANCO faisait fusiller 5 militants espagnols. En signe de protestation, les travailleurs des ACB et Dubigeon inaugurèrent le Pont au cours d'un meeting en le baptisant "Pont des Martyrs Espagnols"

FORGES DE BASSE-INDRE

la lutte continue

Les travailleurs qui font les nuits continuent la lutte pour la satisfaction de leurs revendications.

- suppression de la sixième nuit ;
- indemnité égale pour tous.

CONTRE L'ISOLEMENT DE LA LUTTE

L'isolement d'une lutte dans la période actuelle, pèse énormément sur l'issue du conflit.

Cet isolement est encore plus grand lorsque il s'agit d'une lutte sur les conditions de travail; lutte qui se passe la nuit.

C'est pour lutter contre cet isolement que les travailleurs de Cégédur (usine d'Angers qui s'est battue pendant 14 mois pour la suppression du samedi matin) sont venus aux Forges de Basse-Indre pour expliquer leur lutte et les enseignements qu'ils en avaient tirés.

C'est aussi dans cette optique que de nombreuses distributions de tracts vont être faites sur les marchés de la Basse-Loire.

Enfin, pour mieux populariser leur lutte et faire savoir concrètement qu'il y a des ouvriers qui travaillent la nuit aux Forges, les travailleurs ont décidé de manifester dans les rues de Basse-Indre et d'aller réveiller le directeur, la nuit du vendredi soir au samedi matin 23 avril.

Ce genre d'initiative est un pas dans la lutte et dans la combativité.

Car, il aurait été impensable de faire ce genre de proposition aux travailleurs il y a trois mois.

Les forges n'ont pas de tradition de lutte dure avec des initiatives spectaculaires

UNE LUTTE QUI A UN DOUBLE SENS

- Alors que le plan Barre bloque les salaires et les avantages ;
- Alors que la direction répond aux revendications par des provocations extension du travail de nuit et du dimanche ;

- Alors que le P. C., même s'il soutient la lutte, ne propose comme objectif final que le vote pour l'Union de la Gauche et la carte du Parti.



Les travailleurs :

- montrent une combativité très grande ;
- prennent en charge leur lutte ex : les distributions de tracts sur les marchés seront faites par des équipes de diffuseurs constituées en Assemblées d'ateliers ;
- montrent qu'ils en ont ras le bol du travail de nuit et du dimanche ; jamais il n'y avait eu autant de débats dans les ateliers sur le travail de nuit et ses conséquences néfastes..

Cette lutte est donc une lutte pour faire reculer le plan Barre, une lutte contre les empiètements du capital sur les conditions de vie et de travail des travailleurs.

En même temps, cette lutte est une remise en cause du système capitaliste de la course au profit qui se fout des hommes.

A travers cette lutte se retrouvent les aspirations des travailleurs à vivre mieux, aspirations socialistes.

Et là-dessus le P. C. se tait, il, "soutient la lutte mais ses tracts finissent par "adhérez au P.C.", "Luttez pour un rassemblement majoritaire autour du programme commun de gouvernement".

Mais sur les aspirations socialistes des travailleurs que montrent cette lutte, le P.C. se tait, car pour lui elle se limite à être un maillon dans sa tactique pour arriver au gouvernement ; et quand ils y seront, les travailleurs n'auront qu'à s'en remettre à eux.

Pourtant les travailleurs de Basse-Indre savent que leur lutte sera longue et que, "Union de la Gauche ou pas, il faudra continuer à se battre

Correspondant APL

après 78. C'est là aussi une tâche essentielle de la Gauche ouvrière et des révolutionnaires d'expliquer cela, de montrer à travers cette lutte ce que pourra être le socialisme.

APPEL

- le 1^{er} mai -

LES SOLDATS DANS LA RUE

Depuis plusieurs années déjà, des soldats ont tenu à affirmer leur solidarité par leur présence dans les manifestations ouvrières.

Cette année, malgré la répression permanente qui voudrait nous interdire de nous organiser dans les casernes et les bases, notre mouvement se renforce : le développement des comités, la tenue des premières coordinations régionales, l'établissement de relations avec de nombreuses organisations syndicales et populaires, témoignent de la légitimité de notre combat et notre capacité à représenter la masse des soldats.



Cette année, à nouveau, nous appelons les soldats, marins et aviateurs à manifester massivement dans les cortèges syndicaux pour affirmer leur solidarité de combat avec les travailleurs et défendre leur propres revendications

- arrêt immédiat de la répression et dissolution de la Sécurité Militaire ;
- liberté d'organisation dans les casernes et les bases ;
- conditions de vie décentes pour les appelés et les engagés.

TOUS DANS LA RUE LE PREMIER MAI !!

Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !

Premiers signataires :

- coordination des comités de la région Sud-Ouest, notamment :
 - 24 Rima Perpignan ;
 - BA 101 Franczal.
- BA 102 Dijon ;
- 60° RI Lons le Saunier ;
- 34 CC Valdahon ;
- BA 705 Tours.

- P R E S S E -

"BONNETS ROUGES" n°1 vient de paraître

"BONNETS ROUGES", c'est le titre des cahiers de la Fédération Bretonne de l'Organisation Communiste des Travailleurs (l'O.C.T. est née de la fusion OC-GOP et OCR en décembre 1976).

AU SOMMAIRE DU NUMERO 1

1) Une série d'articles de réflexion sur les luttés ouvrières face à la crise avec deux contributions :

- Un bilan des luttés contre le chômage à partir d'une enquête sur l'ensemble de la Bretagne, sur le fonctionnement des comités de chômeurs.

- Un texte de Loire-Atlantique sur la situation économique et sociale et les perspectives du mouvement populaire avec la mise sur pied d'une "coordination de la gauche ouvrière".

2) Deux textes traduisant la ligne politique de l'OCT dans les luttes paysannes :

- le premier texte est une interrogation sur le sens, la réalité et les conséquences des initiatives prises entre autres, par certains militants du PS, pour créer un rassemblement "de gauche" dans la paysannerie.

- Le deuxième texte est un début d'analyse sur les conséquences de l'offensive de la droite réactionnaire, en particulier de Ghirac à la campagne.

3) Enfin, un texte sur les perspectives du mouvement antinucléaire en Bretagne.

Ce texte part d'une analyse de l'état actuel des rapports de forces politiques et syndicales dans le mouvement à partir de l'intervention des militants de notre courant dans les luttes menées depuis des années dans la région de Brest. Les projets d'implantation d'une centrale au Pellerin et la riposte du mouvement populaire prévue pour le 8 mai fait de ce texte un sujet d'actualité brûlant...



Les cahiers "BONNETS ROUGES" sont disponibles :

► auprès des militants de l'OCT dans les villes suivantes : Brest, Saint-Brieux, Lorient, Lanterneau, Morlaix, Quimper, Redon, Rennes, Nantes, Saint-Nazaire et Savenay.

► à la Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès à NANTES.

- PAYSANS -

LES PAYSANS-TRAVAILLEURS et les élections M.S.A.

Les élections de la Mutualité Sociale Agricole (M.S.A.) ont eu lieu le 24 avril.

Cela a été l'occasion pour les Paysans Travailleurs de Chaize le Vicomte (Vendée) de mener une réflexion sur les problèmes de la protection sociale des travailleurs (paysans et salariés).

La MSA, au même titre que la Coopération et le Crédit Agricole, a un rôle prépondérant dans la sélection et l'élimination des paysans...

D'ailleurs, elle s'est définie comme objectif : "adoucir les lois et la vie"... Ou l'art de faire passer la pilule...

Le 24 avril, il est demandé impérativement aux paysans de voter pour des délégués MSA... En effet, d'après le Bulletin d'Information de la MSA, N° 98, il nous est dit :

" Le régime social agricole a la chance d'être géré par des responsables démocratiquement élus à tous les échelons. Il ne faut pas perdre cette chance en renonçant à participer aux élections ".

Que signifie cette gestion démocratique, quand on sait que bon nombre d'administrateurs (paysans, salariés) affirment pouvoir avoir de l'influence sur moins de 5 % du budget ?...

ALORS, POURQUOI VOTER ?

Cependant, l'ensemble des travailleurs versent une part de leur salaire à cet organisme pour qu'il leur assure une meilleure protection.

Aussi, nous n'avons pas le droit de ne pas y prêter attention.

Pour Paysan Travailleur, cette meilleure protection se réalisera si un certain nombre de conditions sont remplies. Parmi celles-ci, il ya

1) Exiger la parité des cotisations entre salariés et paysans.

Pourquoi les salariés paient 9 à 10 % de plus de cotisations d'assurances que les exploitants ?...

2) Calculer les cotisations des paysans en fonction du revenu réel, et non à partir du revenu cadastral...

Comment se fait-il que plus de 90 % des exploitants gagneraient à peine le SMIC, si l'on en croit les cotisations versées, quand on connaît les grandes disparités qui existent entre eux ?...

3) Intensifier la Prévention au détriment de la médecine curative (mieux vaut prévenir que guérir).



- Pour les maladies, multiplier les centres de soins, où les actes de prévention seront remboursables, au même titre que les actes curatifs ;

- pour les accidents du travail, exiger des constructeurs de matériel agricole l'équipement, défini par l'organisme de prévention, nécessaire à toute protection, et prix abordable par tous... Chercher à une amélioration des conditions de travail qui sont souvent à l'origine de ces accidents...



4) Envisager la gratuité de tous les soins préventifs et curatifs, comme cela peut se faire déjà dans certains pays.

Pour la consultation du 24 avril, Paysan Travailleur appelait :
- à voter pour tous les candidats qui défendront ces objectifs...
C'est à dire qu'ils seront, avant d'être les "gestionnaires" de la

Mutualité Sociale Agricole, les porte parole des travailleurs, et plus spécialement des petits et moyens paysans.

- à s'abstenir si les candidats ne répondant pas à ces critères, pour ne pas perpétuer l'illusion d'une gestion démocratique de la Mutualité Sociale Agricole.

SAINT-LUMINE DE CLISSON

Le Conseil d'Administration du syndicat local s'est réuni d'urgence pour prendre connaissance des faits qui se sont déroulés depuis les élections et prendre des décisions à ce sujet.

Après l'élection du Maire, vendredi soir 25 mars, le Conseil s'est retrouvé dans un café.

Le responsable F.D.S.E.A. communal, faisant partie du Conseil, a été pris à partie par le marchand de bestiaux de la commune qui l'a injurié en critiquant l'action du syndicat et des Paysans Travailleurs, ainsi que les articles du Paysan Nantais.

Il s'est vanté de récupérer les terres d'un exploitant de la commune confirmant ainsi certaines rumeurs qui circulaient dans la région, alors qu'il avait donné sa parole qu'il ne prendrait plus de terre (parole de qui...)

Avons-nous affaire à un nouveau RONDINEAU ?

Devant ces faits, un certain nombre d'agriculteurs de SAINT LUMINE

un marchand de bestiaux trop bavard

et des environs ont décidé immédiatement de rompre tout commerce avec lui et l'action se poursuit.



Devant ces exploitateurs qui possèdent l'argent et veulent toujours imposer leurs idées pour dominer, des ouvriers ont pris conscience qu'il n'y a pas qu'eux qui sont exploités, se trouvant ainsi solidaires des agriculteurs.

Syndicat local de St-Lumine, Union Cantonale de Clisson, Paysans-Travailleurs de Clisson.

(Extrait du "Paysan Nantais").

"comment Yu-Kong déplaça les montagnes"

■ UNE FEMME, UNE FAMILLE 1h 40

Un marché animé dans la banlieue de Pékin. Kao Chou-Lan fait ses courses. Kao est une ouvrière de 30 ans, mère d'une petite fille, mariée à un officier. Depuis la révolution Culturelle, elle est responsable syndicale dans l'usine où elle travaille. La caméra suit Kao jusqu'à sa maison, dans la cour commune parmi ses voisins, dans le train qui la conduit à Pékin, à l'usine de locomotives...

DU MERCREDI 27 AVRIL AU MARDI 3 MAI
Tous les soirs à 20h30 et le Dimanche à 15h...Prix 13Fr...Abonnement 3séa. 24Fr (se présenter tôt aux guichets)
AU CINEMA CONCORDE 79 Bd de l'Egalité

■ Le VILLAGE DE PECHEURS 1h35

Des jeunes filles marins-pêcheurs... Cette révolution laisse perplexe un vieux capitaine...Autour, la vie quotidienne du village

■ UNE HISTOIRE DE BALLON 17mn

AMITIÉS
FRANCO
CHINOISES

Le muguet: une jolie fleur... et des "peaux d'vaches"

Le 1er mai, Fête des travailleurs, chacun tiendra à s'offrir son petit brin de bonheur. Charmante coutume qui fait du muguet la fleur symbole du travail.

80 % du muguet est produit dans la région nantaise par des maraichers qui en font une culture d'appoint. La fleur doit éclore impérativement la semaine précédant le 1er mai. Pour cela, il faut absolument la "forcer" avec des "chassis de verre".

Quand il fait froid le verre maintient une température plus élevée le jour et moins froide la nuit ce qui permet d'activer la végétation.

S'il fait plus chaud, la plante "avance" trop vite, alors, il faut blanchir les verres au lait de chaux ou couvrir avec des paillasons pour ombrer, et lever les planches qui supportent les chassis, pour aérer davantage et retarder la floraison.

Il est donc indispensable d'avoir des chassis de verre pour produire du muguet le 1er mai, le seul jour où le prix de vente est intéressant.

En 1977, un chassis neuf coute autour de 70 F et il en faut 5 000 pour couvrir un hectare :

70 F x 5 000 350 000 F
Les planches pour soutenir les chassis..... 100 000 F
Soit pour couvrir un ha..... 450 000 F

Aujourd'hui, les maraichers n'utilisent pratiquement plus les chassis de verre pour les légumes, les tunnels plastiques sont moins chers et leur utilisation est plus facile. Il ne s'achète plus de chassis neufs, par contre, ceux qui possédaient des chassis depuis 20 ans, 15 ans, s'en servent à

présent, pour couvrir des légumes d'octobre à mars et sur le muguet de mars au 1er mai.

Il est impensable aujourd'hui de se lancer dans une culture de muguet à partir de rien :

- Il faut trois années après plantation avant de récolter à plein rendement.

- Il faut immobiliser pendant huit ans des terres de bonne qualité.

- Enfin, il faut engager un capital important dans l'achat des chassis.

Seuls, les maraichers établis depuis longtemps et disposant d'un capital important peuvent cultiver le muguet : "C'est une rente de situation".

Sous un chassis on récolte en moyenne 200 brins payés au producteur 40 centimes soit à l'ha : 0,40 F x 5 000 chassis : 400 000 F (quarante millions anciens (soit de 8 à 13 fois plus que la carotte de primeur).

Le muguet est une culture spéculative bénéficiant surtout aux producteurs qui disposent de fonds importants et aux intermédiaires du circuit de distribution qui se servent largement : de 0,40 F le brin passe à 2 F ou 3 F.

BOYCOTEZ LE MUGUET OFFREZ UNE BOTTE DE CAROTTES



Les pauvres quidams sans emploi, femmes d'ouvriers, saisonniers, étudiants, étrangers (samedi et dimanche) sont souvent bien heureux de trouver un boulot qui paye (vu le nombre d'heures), douze à quinze heures par jour dans certains cas, pour cueillir les fleurs et faire les bouquets pendant les six ou sept jours avant la date fatidique, ça laisse un petit pécule qui arrange la fin du mois.

Cette main d'oeuvre occasionnelle, bien souvent nécessaire, ne connaît pas et ne discute pas le tarif, la rémunération des heures "supp" et des heures du week-end.

Bien entendu, pas question de déclarer à la Mutualité Sociale Agricole (ça arrange les deux) et c'est encore ça de gagné pour le patron (30 % du salaire versé).

Beaucoup emploient dans ces conditions au moins une dizaine d'ouvriers souvent plus, et quelques uns une soixantaine.

Exigez au moins, l'application de la convention collective des travailleurs de la culture maraîchère :

Coefficient 12 0 pour tous :

Ouvrier 2ème échelon : travailleur chargé d'accomplir des travaux spécialisés qui ne requièrent pas une dépense appréciable de force physique 10,47 F de l'heure.

- Majoration de 25 % après 8 H/jour
- Majoration de 50 % après 10 H/jour
- Majoration de 100% le dimanche.
- Exiger un douzième du salaire total en congés payés.

Ne vous en faites pas, il en restera encore suffisamment pour le patron.

S'il ne veut pas vous écouter, le menacer de la grève suffira à le faire réfléchir car le muguet non récolté avant le 30 avril est perdu.

Et nous tous, qui refusons ce système basé sur le profit,

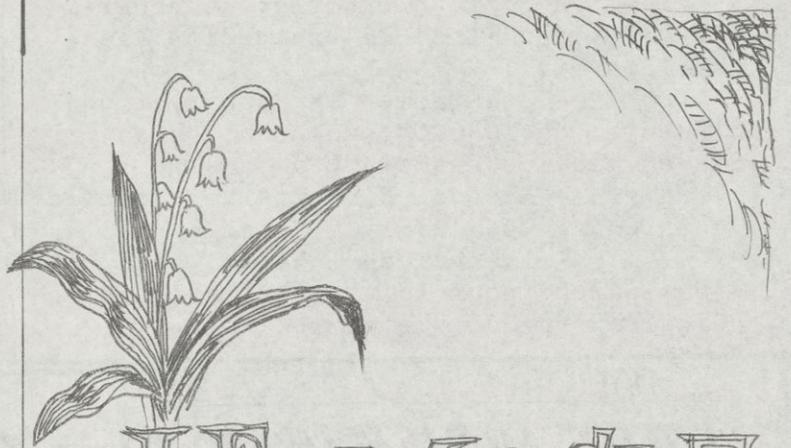
§ BOYCOTTONS LE MUGUET §

Pour refuser la récupération capitaliste de la fête du travail par quelques patrons maraichers et autres rapaces du circuit de distribution.

REFUSONS D'ETRE COMPLICE DE L'EXPLOITATION EHONTEE DE TRAVAILLEURS SANS EMPLOI STABLE /

REFUSONS D'ACHETER LE BRIN DE MUGUET !

REFUSONS DE LE VENDRE !



LE MUGUET.

LA FINE FLEUR DE L'EXPLOITATION SANS FRAISES

PUBLICITÉ

BOYCOTTEZ LE MUGUET OFFREZ L'A.P.L.

EN VENTE LIBRAIRIE 71 29 RUE JEAN JAURES NANTES.

UN TRAIN POUR LE VIETNAM

L'Association Fraternité Vietnam, organisme international qui travaille en collaboration avec le gouvernement du Vietnam pour la reconstruction du pays, possède à Nantes depuis novembre dernier une petite antenne régionale.

Cette association apporte une aide technique et financière pour la réalisation de projets précis commandés par le gouvernement.

A titre d'exemple, l'an dernier, le travail de la Fraternité Vietnam a permis :

- d'entammer la construction d'un silo de 10 000 tonnes qui sera mis en service en mai 78 à Can THO ;
- l'envoi d'un atelier complet de tricotage de Jersey à Hanoï ;
- l'envoi de matériel et d'équipement pour l'institut antituberculeux du Sud Vietnam.

Actuellement, Fraternité Vietnam lance une large souscription dont les fonds récoltés serviront à l'achat d'un train qui reliera Hanoï à Ho Chi Minh.

La réalisation de ce projet est d'une importance tant sur le plan économique (transport plus facile et plus rapide de vivres et de marchandises) que sur le plan humain (rapprochement des familles séparées pendant la guerre).

D'autre part, cette "Route pour l'Unité" que permettra l'achat du train, représente pour beaucoup de militants et d'amis du Vietnam, le symbole de la "Réunification".

Pour tous renseignements, ainsi que pour participer à la souscription, écrire à :

Fraternité VIETNAM
11 rue du Chapeau Rouge
44000 NANTES

MARINE

LETTRE OUVERTE A Alain Colas

On a tous lu ou entendu dernièrement parler des grands voiliers et, en particulier, de ces futurs bateaux (cargos ou pétroliers) avec équipage réduit.

Merci pour nous Monsieur COLAS.

Nous, jeunes marins et moins jeunes qui ne trouvent pas d'embarquement.

Vous avez aussi dit à la radio qu'il y avait des problèmes de recrutement mais, ces problèmes, c'est nous qui les avons.

On a énormément de mal à embarquer à l'heure actuelle.

Au mois d'août 1976, il y avait 241 jeunes de 16 à 18 ans qui étaient au chômage ; au mois de février, il en reste encore 102.

Il y a encore 493 jeunes qui vont sortir cette année des écoles d'apprentissages Maritimes.

Où vont-ils aller ?

Alors, Monsieur Colas, s'il vous plait pour nous, continuez la voile, c'est très beau, mais laissez-nous notre travail.

Merci d'avance.

CLUB DES JEUNES MARINS
Hangar N° 9
Quai de la Fosse 44100 NANTES
et
JEUNESSE DE LA MER
15 rue La Quintinie
75015 PARIS



SEMAINE DU CINEMA ALLEMAND AV KATORZA

rainer-werner Fassbinder

BIBLIOGRAPHIE

Né le 31 mai 1945 en Bavière, il quitte sa famille et l'école à 16 ans.

Il fait plusieurs métiers touchant de près ou de loin le journalisme et s'inscrit à un cours privé où l'on enseigne le théâtre.

Il y rencontre beaucoup de ses futurs interprètes et collaborateurs.

Il fonde l'anti-théâtre spécialisé dans la transposition des classiques.

Jean-Marie STRAUB fait tourner la troupe dans "La fiancée, la comédienne et le maquereau".

En 1969, il réalise son premier long métrage dans le cadre de l'anti théâtre : "L'amour est plus froid que la mort".

Depuis, il a réalisé une vingtaine de films.

PROGRAMME

Mercredi 27 avril - 15 H, 20 H 15, 22 H 30.

"Tous les autres s'appellent Ali" (VO) 1974.

Inspirée d'un fait divers, c'est l'histoire d'un amour entre une vieille allemande et un travailleur immigré.

Sous forme de mélodrame, le film met en lumière les malentendus, les contradictions et les préjugés issus de la situation.

Jeudi 28 avril - 15 H, 20 H 15, 22 H 30.

"Les larmes amères de Petra von Kont" (VO)

La passion de Petra Von Kont, modélisette, pour une jeune mannequin.

Ces femmes se frôlent, se déchirent et se quittent.

Et Petra retournera à ses fantasmes.

Vendredi 29 avril - 15 H, 20 H 15, 22 H 30.

"Le marchand des quatre saisons" (VO).

Le marchand des quatre saisons a raté sa vie. Les femmes en sont responsables : sa mère, une prostituée, sa fiancée, sa femme, sa soeur.

Samedi 30 avril - 15 H, 20 H 15, 22H30

"Effi Briest"

Portrait d'une femme mariée, Effi Briest, figure romanesque née à la fin du siècle qui meurt d'ennui et de désœuvrement.

Dimanche 1er mai - 15 H, 20 H 15, 22H30.

"La tendresse des loups"

Le film s'inspire d'un fait divers. En 1975 Harmann, vampire homosexuel indicateur de police, fut reconnu coupable d'avoir assassinés 30 jeunes gens, chômeurs ou délinquants.

Lundi 2 mai - 15 H, 20 H 15, 22 H 30.

"Maman Kusters s'en va au ciel" (VO).

L'ouvrier Hermann Kusters tue son patron et se suicide.

Maman Kusters reste veuve, abandonnée par son fils et sa fille. La fille fait une carrière de chanteuse grâce à la presse à scandale.

Maman Kusters est récupérée par un couple de communistes de salon, puis par des gauchistes qui l'utilisent lors d'une prise d'otages.

Mardi 3 mai - 15 H, 20 H 15.

"Roulette chinoise" (VO).

Les fille des époux Christ est infirme.

Elle provoque une rencontre entre ses parents, la maitresse du père et l'amant de la mère et les oblige à participer à un jeu terrible : la roulette chinoise.

A 22 H 30 / Débat avec R W FASSBINDER.

Appelé par la C.F.D.T., le Personnel du Centre Hospitalier d'Heinlex a manifesté jeudi contre les conditions de travail. Le Personnel demande une augmentation des effectifs surtout d'Heinlex plus l'ouverture d'une crèche pour les enfants du personnel, et une négociation sur les salaires.

JUDIC EN GRÈVE

L'entreprise de bâtiment "Judic" s'est mise en grève pour 24 h jeudi appelée par la C.G.T. La Direction refusant de discuter avec le Personnel sur l'augmentation du salaire horaire, 13ème mois, prime d'ancienneté.

POURQUOI LAISSER TOMBER LES BONNES IDÉES ?

Il y a une quinzaine, l'U.L.-C.G.T. de St-Nazaire a proposé de faire une action pour le jeudi 28 mars, une action offensive sur l'emploi : bloquer tout l'après-midi l'avenue de La République, chaque secteur organiserait une information, des panneaux sur l'action revendicative dans la boîte. L'U.L.-C.F.D.T. a dit d'accord. Proposition de débrayage le 28.

Pourquoi le 28 ? Parce que c'est le jour de la grève presse-bouton C.G.T.-C.F.D.T. de la Fonction Publique ; autant l'utiliser !

Sur ce, les Unions Départementales C.G.T. et C.F.D.T. combinent d'appeler à une grève inter-professionnelle le 28 avec F.O. et la F.E.N. !...

Résultat, pour ne pas faire de peine à F.O. et à la F.E.N., les U.L.-C.G.T. et C.F.D.T. renoncent à l'opération spectaculaire du centre ville. Et pour faire quoi ? Une grève de 24 h le 28 avril ! Alors que la Mécanique de Montoir et d'autres boîtes subissent le chômage partiel ! Franchement, en quoi est-ce que ça va faire tort, aux patrons ? Pourquoi renoncer à une action valable, spectaculaire et qui implique les travailleurs pour aller traîner la savate derrière un paquet de banderoles et porter l'éternelle motion à la Sous-Préfecture ? Pourquoi renoncer à mobiliser réellement les travailleurs ? Reculer ainsi devant l'action, c'est attendre les élections. Agissez un peu mais pas trop. Demain avec le Programme Commun, on rase-ra gratis. Quelle farce !Après une série de magouilles entre Direction Syndicales, c'est l'action revendicative des travailleurs qui est victime.

Un militant C.F.D.T. pas content.

Tract Section P.S.U. - La Baule.

TOURISME...

A QUEL PRIX ?

...POUR QUI ?

...POUR QUOI ?

LA PRESQU'ÎLE MENACÉE...

Le tourisme de "luxe", c'est la disparition des forces vives de la Presqu'île. Travailleurs, paysans, paludiers, laisserons-nous brader ce potentiel au seul profit des spéculateurs ?

.../...

Que constatons nous aujourd'hui ?

- des travailleurs dans l'insécurité grandissante :

- . 1400 chômeurs en janvier.
- . licenciements chez Gouteron, Guillouzo.
- . menaces de même nature chez Thiriet-Cattin.
- . une main-d'oeuvre au rabais : travail saisonnier avec tout ce qu'il entraîne comme condition de travail, instabilité et déqualification.

- des paysans et une agriculture condamnés :

- . des terres qui "disparaissent" tous les jours.
- . des conditions de reprise impossible pour les jeunes.

- des paludiers sous la menace de voir détruire leur outil de travail : les marais salants.

... RÉSULTAT DE CHOIX DÉLIBÉRÉS.

Depuis 10-15 ans, la presqu'île n'est plus qu'un "gisement touristique" (Guichard). Et cette agression se perpétue, encouragée par les notables locaux. Cela se concrétise par :

- des travailleurs mal logés ou frappés d'expulsion et des résidences à foison inocupées la majeure partie de l'année.
- le golf de La Baule (plus de 100 hectares de terres agricoles détournées).
- le centre hippique de La Baule.
- une carrière en bordure du parc de Brière à Guérande.
- un C.E.T. "expérimental" aux moyens limités (absence de pratique en pisciculture, manque de professeurs en horticulture).
- et bientôt la rocade, la route bleue, le port en eau profonde, etc...

... AU SERVICE DU CAPITAL !

Par nature le système capitaliste repose sur l'exploitation des travailleurs. Le tourisme n'échappe pas à cette règle. L'aménagement du littoral soumis aux lois du capitalisme, cela veut dire :

- la réalisation de profits énormes par les promoteurs et les banques (Hénin) à l'affût des bons coups à réaliser.
- l'accaparement du site par ceux qui ont de l'argent.

- la politique du laisser-faire.

- La compromission du Pouvoir et du Capital dans l'application de la législation sur l'urbanisme ou le POS, toujours au nom d'intérêts supérieurs.

STOP AU PILLAGE - MOBILISATION POPULAIRE.

Dénoncer les conditions de l'aménagement de l'espace de la région, c'est s'attaquer de front au système capitaliste.

Mais dénoncer ne suffit pas !... Attendre que la Gauche passe non plus !... Seule l'unité de toutes les forces populaires peut faire reculer les capitalistes et profiteurs de tout genre.

Face à la spéculation, aux disparitions des terres agricoles, IMPOSONS LE CONTROLE DE L'AFFECTATION DES SOLS.

Face aux fermetures d'entreprises, IMPOSONS LE MAINTIEN DE L'EMPLOI SUR LA REGION ET L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE.

Face aux conditions de travail dégradantes des saisonniers, IMPOSONS LE RESPECT DES DROITS SYNDICAUX.

Face aux expulsions, ORGANISONS LA RIPOSTE.

Face à la menace qui pèse sur les marais salants, OPPOSONS LA MOBILISATION POPULAIRE : aucun bulldozer ne doit pénétrer ! C'est possible : à WHYL à la frontière allemande, la population a réussi à empêcher la construction d'une centrale nucléaire...

Le pillage de la presqu'île se fait de différentes manières. Des luttes se mènent ici et là

UNIFIONS NOS LUTTES.

Par une confrontation de leurs expériences, par une coordination de leurs luttes, les travailleurs (ouvriers, paysans, paludiers) feront échec à la politique qui vise à les évincer du "pays" où ils veulent vivre.

Pour sa part, le P.S.U. est prêt à répondre favorablement et à participer à toute coordination des luttes des ouvriers, paysans paludiers, de la presqu'île guérandaise...

NON AU DEMANTELEMENT DES ENTREPRISES.
NON A LA DISPARITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.
NON A LA DESTRUCTION DES MARAIS SALANTS.
NON A LA ROCADE.

P.S.U. Section La Baule
et Région.

Pour tout contact s'adresser à Bertho Marc,
rue Paul Valéry - 44500 - LA BAULE.

NUCLEAIRE & SOCIÉTÉ

I - L ACCELERATION DU PROGRAMME /

En 1972, la consommation d'énergie était répartie ainsi :
charbon 13 % - pétrole 58 % - gaz 8 % -
électricité 21 %.

En 1985, l'électricité représenterait 35 % du bilan énergétique français global. L'électricité d'origine nucléaire représenterait 70 % de la production totale d'électricité.

- Le triple but poursuivi est :
- Augmenter la consommation d'énergie ;
 - Augmenter l'importance de l'électricité ;
 - Augmenter la place du nucléaire.

Augmenter la consommation d'énergie pour qui ? Lorsque l'on sait que l'américain moyen consomme 30 fois plus d'énergie que l'habitant moyen du reste du monde, et que l'industrie et les transports absorbent dans les pays industrialisés de l'ordre de 65 à 70 % de l'énergie consommée.

II - LE CHOIX DES SITES /

Actuellement 7 centrales sont en service en France. 20 centrales sont en construction à l'heure actuelle ou en projet presque sûr (mise en service au plus tard en 1981).

Pour le pouvoir, il s'agit de trouver 60 sites nécessaires à la réalisation du programme.

Mais il tente sa chance sur un plus grand nombre de sites. C'est fonction des contraintes techniques (refroidissement

par eau etc...) et aussi du niveau de contestation anti-nucléaire.

L'ampleur du programme peut-être modifié aussi, suivant la situation politique générale et les possibilités d'accès du capitalisme français aux autres sources d'énergie.

La tactique actuellement, est de tester dans de nombreux endroits et de laisser planer le doute pendant 6 mois, un an, puis de sembler abandonner.

Mais un site abandonné en 1976 peut très bien être remis à l'ordre du jour en 1980. Il suffira au pouvoir de réaliser 8 centrales par an, c'est à dire de s'assurer 3 sites par an.

C'est dire que pour lutter contre le programme électro-nucléaire, il faut garder à l'esprit l'échelle-temps.

CALENDRIER /

Dans un document "Relations Publiques" du 25 mai 1976 l'EDF publie un nouveau calendrier de ses centrales nucléaires en projet et en construction.

- * CHINON : 4 et 5 (PWR) 900 MWe X 2 : 1976/77 → 1981/82 ;
- * BUGEY : 2 (925 MWe) 1977 ;
 - 3 (925 MWe) → 1977 ;
 - 4 (905 MWe) → 1978 ;
 - 5 (905 MWe) → 1978.
- * SAINT-LAURENT : 3 et 4 (PWR) 900 M We X 2 : 1976 → 1981 ;
- * FESSENHEIM : 1 et 2 → 1977 ;
 - 3 → 1982 ;
 - 4 → 1983.
- * DAMPIERRE : (PWR 900 MWe X 4) 1979/80/81/
- * TRICASTIN : (PWR 900 MWe X 4) → 1979/80
- * CREYS MALVILLE : (1 200 MWe) 1976 → "à partir de" (!) 1982 ;
- * PALUEL : 1 300 MWe X 4 1982 → 1986 ;
- * GRAVELINES : 900 MW e X 4 1979 → 1981 (extension : 1 300 MWe)

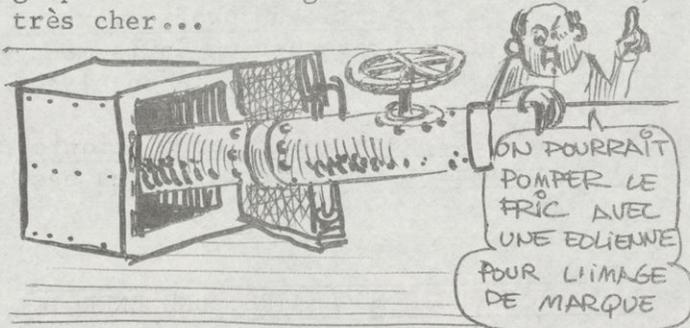
Or, les centrales à eau pressurisées de 1 000 KWH n'ont jusqu'à maintenant jamais dépassé des facteurs de charge moyens de 55 % à 60 %.

Ces calculs ne tiennent pas compte des charges difficiles à évaluer: démantèlement des centrales après usage, traitement et stockage des déchets radioactifs etc...

Ils ne tiennent pas compte non plus de l'évolution probable du prix de l'uranium enrichi. Or, il a doublé au printemps 1975... et les difficultés en approvisionnement d'uranium enrichi risquent de s'accroître d'ici 1985.

Les chercheurs de Grenoble ont trouvé que pour que l'électronucléaire soit compétitif pour les usages domestiques, il faut que le fuel coûte plus de 35 \$ le baril. Il coûte en ce moment 12,5 \$...

Le programme électronucléaire gaspille de l'énergie et va coûter cher, très cher...



L'industrie nucléaire est étroitement mêlée à un certain type de société. Une technique n'est jamais socialement neutre...

I - NUCLEAIRE ET LIBERTE /

Le développement des centrales va forcément entraîner un développement sans précédent des contrôles policiers.

Bientôt, des quantités considérables de plutonium circuleront de façon banale à travers la France.

A titre d'exemple il y aura 50 tonnes de plutonium produites par an en France dans 20 ans : il suffit de 5 kilo de plutonium pour la fabrication d'une bombe atomique de la taille d'un pamplemousse.

Il faudra donc des contrôles policiers énormes pour surveiller les différentes étapes du cycle nucléaire.



Il serait nécessaire aussi pour éviter les attentats de surveiller les personnes ayant accès de près ou de loin à l'énergie nucléaire, ce qui entraînera une diminution des libertés politiques et syndicales.

L'électricité devenant dans les choix gouvernementaux, la principale source d'énergie, sa production doit être assurée à tout prix.

Il faut voir à ce propos l'intoxication qu'EDF essaie de faire passer en Bretagne pour "pas de centrale, pas d'électricité, pas de télé".



Cela peut entraîner une diminution du droit de grève et le remplacement par l'armée des travailleurs en cas d'arrêt de travail prolongé.

On peut imaginer quels seront les moyens employés sur toute la population pour protéger ce secteur vital en cas de troubles sociaux graves ?

II - NUCLEAIRE ET CENTRALISATION /

La gestion d'une centrale doit être organisée par un organisme central.

La surveillance, le contrôle, la sécurité de 200 centrales demandent une société hypercentralisée et l'apparition d'une grosse bureaucratie.

Ce choix ne s'arrête pas aux frontières, mais grâce aux multinationales, ouvre la voie au niveau mondial.

Comment une autre société arrivera-t-elle à gérer un tel héritage lorsqu'on sait que le plutonium ne perd la moitié de sa radioactivité qu'au bout de 12 mille ans ?

* LE BLAYAIS : aucune indication de date, ni de début ni de fin de construction.

Ajoutons le projet du PELLERIN 4 tranches de 1 300 MWe et une "proposition" de projet à BRETIGNOLLES (presse régionale 18 février 1977).

La tendance actuelle est au rapprochement des centrales des zones urbaines et industrielles.

Des raisons à cela ?

Un coût moindre (moins de perte de chaleur, récupération de l'eau chaude pour le chauffage urbain).

Peut-être pense-t-on aussi que la construction d'une centrale engendre moins de réactions dans les villes déjà fort polluées.



I LA RESTRUCTURATION /

Nous ne pouvons envisager le problème du tout nucléaire uniquement par le fait d'installer des centrales.

Il faut étudier la question du début de la chaîne à l'autre : de l'extraction du minerai à l'usine de retraitement.

Le tout-nucléaire fait partie intégrante de la restructuration du capitalisme en crise. Le capitalisme français joue la carte du nucléaire pour effectuer la réorientation de la production et la restructuration de l'économie.



"La concurrence commence déjà à se montrer particulièrement âpre parce que ce sera le créneau de l'industrie où devront être réalisés le plus de profits" ("Les Echos" 12/10/72).

Nous assistons d'autre part à une privatisation du cycle nucléaire avec

de nombreuses sociétés, filiales de multinationales, chargées de l'exploitation d'une étape précise du cycle nucléaire.

Nous pouvons citer l'exemple de Péchiney Ugine Kuhlman (P. U. K.) qui multiplie la création de filiales, contrôle aussi bien les gisements d'uranium que la fabrication du combustible.

II - LES CONSEQUENCES DU TOUT NUCLEAIRE /

- Blocage des investissements dans d'autres sources d'énergie (géothermie, solaire etc...);

- Choix du capitalisme d'exploiter les ressources non renouvelables de la terre (charbon, pétrole); le minerai d'uranium risque de n'approvisionner les programmes au niveau mondial que pendant 20 ou 30 ans. Il faut donc pour la France passer à l'étape des surrégénérateurs qui représentent encore des dangers plus grands pour la population (le plutonium perd la moitié de sa radioactivité au bout de 12 mille ans).

La recherche du profit maximum risque donc de provoquer un épuisement total des sources d'énergie à un niveau mondial.

- Dangers sur la population et l'environnement (voir article plus bas).

III - L'ENERGIE NUCLEAIRE, UNE ENERGIE

CHERE /

L'EDF estime à 4,5 centimes le prix de revient du KWH dans l'hypothèse d'une centrale nucléaire fonctionnant durant 6 000 heures par an pendant 20 ans (rapport Coulais, Assemblée Nationale le 5 décembre 1974).

Les économistes de Grenoble montrent que le prix du KWH électrique à usage spécifique est sous-estimé :

- le coût de l'investissement nucléaire est très sous-estimé. Or, il représente une part importante (52 %) du prix de revient du KWH électrique.

- l'EDF table sur un fonctionnement presque parfait des centrales nucléaires. Personne n'a jamais vu fonctionner des centrales nucléaires d'une manière parfaite pendant 20 ans.

Les centrales sont loin d'avoir les performances retenues par l'EDF qui table sur un fonctionnement presque parfait 75 %.



III NUCLEAIRE ET IMPERIALISME /

Il est nécessaire d'exporter les investissements faits en métropole. Une des raisons importantes du choix de la filière américaine est qu'elle avait un marché mondial.

Compte-tenu des problèmes techniques (Bugey : fissures) et des retards (Fessenheim : deux ans de retard), il est nécessaire pour rentabiliser les investissements d'exporter rapidement.

Ce déficit coûte cher, ce ne sont pas les multinationales qui en souffrent mais les consommateurs (hausse de 15 % des tarifs en février 1976).

Alors, on exporte... dans les régions démocratiques de préférence, telles que l'Afrique du Sud ou l'Iran. On peut trouver étonnant ce choix de l'Iran d'acheter des centrales à la France alors qu'il ne manque pas de pétrole.

Mais comme nous l'avons dit : choix du nucléaire, choix de société policière et centralisée. L'Iran n'a pas envie de perdre cette réputation et le gouvernement français peut se flatter de ce marché neutre politiquement.

CRIN



SPECTACLE POUR LA BOND

Pour marquer son intérêt et son action à l'égard de tous les niveaux de la vie culturelle et artistique, et notamment dans la défense de ceux à qui la parole reste interdite ou censurée (politiquement, socialement ou économiquement), la Bibliothèque d'Oeuvres Non Diffusées de Nantes organise un spectacle théâtre et chanson le 6 mai prochain au cinéma ATLANTIC.

En première partie, Reine Bud jouera sa pièce (inédite) "Journal du mois de Dithyrambe 75" qu'elle avait créée l'an dernier au festival Kervégan.

En seconde partie, c'est Jacques Bertin, lauréat du concours de la Fine Fleur de la Chanson française et Grand Prix de l'Académie du Disque Charles Cros 1967, boudé des radios et étranger du show-business, qui donnera un récital à l'intérieur duquel sont inclus de nouveaux textes et de nouvelles chansons.

Le spectacle se déroulera le vendredi 6 mai à 20 H 30 précises au cinéma ATLANTIC, 2 rue du Chanoine Larose (près de Ste Thérèse) à NANTES.

Location tous les après-midi à la B.O.N.D. 8 rue Jean Jaurès à Nantes.

Prix des places : 20 francs et 15 francs pour les groupes.

